



Venezuela: Reconnaissance d'un président transitoire autoproclamé et rejet d'un président démocratiquement élu par 68 % de son électorat.

Lettre au premier ministre canadien Justin Trudeau

Par [Oscar Fortin](#)

Mondialisation.ca, 02 février 2019

[Humanisme](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

OBJET : Venezuela : Reconnaissance, subito presto, d'un président transitoire autoproclamé et rejet d'un président démocratiquement élu par 68 % de son électorat.

Monsieur le Premier Ministre,

Le 26 janvier dernier, le Canada a participé à une session spéciale du Conseil de sécurité des Nations Unies pour débattre de la crise politique qui sévit au Venezuela. La proposition, présentée par les États-Unis, consistait à autoriser une intervention, conjointement avec ses alliés, pour mettre fin à cette crise.

Les 35 pays présents ont pu prendre la parole pour donner leurs points de vue et soumettre leurs propositions. Le représentant du Venezuela, le ministre des Relations extérieures, Jorge Arreaza, a eu l'occasion d'informer la communauté internationale sur les diverses causes qui expliquent, en grande partie, ce qui se passe présentement dans son pays. Il a, évidemment, dénoncé l'interventionnisme des États-Unis, sous toutes ses formes, pour conduire le pays vers un désastre économique, politique et humanitaire. La politique des sanctions et de la guerre économique qu'il applique au Venezuela, depuis des années, explique en grande partie cette crise interne. Lorsqu'un pays comme le Venezuela se voit privé de l'usage de milliards de dollars pour répondre aux besoins de son peuple, ce n'est pas ce qu'on peut appeler une coopération humanitaire. Au contraire, c'est tout à l'opposé de l'humanitaire, car les premières victimes sont les malades qui ne peuvent avoir les médicaments appropriés pour leur retour à la santé, puis l'ensemble de la population, des milieux les plus défavorisés, qui n'arrivent pas à avoir les biens de consommation essentiels à leur subsistance. Il s'agit d'une forme d'interventionnisme qui mine de l'intérieur les leviers nécessaires à tout fonctionnement d'un bon État. Si la communauté internationale veut aider le peuple vénézuélien à reprendre le contrôle de son économie, ce sera en levant une fois pour toutes ces sanctions qui sont devenues criminelles.

Sur ces diverses analyses, chaque pays a eu l'opportunité d'apporter son point de vue. Un vote a suivi et sur les 35 membres, ayant droit de vote, 19, soit la majorité, ont voté contre la proposition d'une intervention internationale au Venezuela. Un vote clair et sans équivoque sur la non-intervention de pays tiers dans les affaires internes d'un État. Sur ce point, plusieurs pays ont rappelé la charte internationale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à résoudre par eux-mêmes leurs différends dans le cadre de leurs droits

constitutionnels, comme c'est le cas dans la plupart des pays. À ce titre, il a été recommandé que certains pays de la communauté internationale prennent des initiatives visant à favoriser ce dialogue entre les parties en conflit. Déjà, le Mexique et l'Uruguay avaient exprimé leur disposition à recevoir les opposants politiques et les représentants du gouvernement vénézuélien à une table de négociation pour qu'ils puissent en arriver à une entente interne au service des intérêts du peuple vénézuélien. Le président Maduro s'est dit disposé à participer en tout temps à une telle table de négociation avec l'opposition vénézuélienne. Il est également ouvert à un dialogue sérieux avec le président Trump. À ce titre, le Canada pourrait se joindre à ces pays et collaborer au bon entendement des Vénézuéliens entre eux et avec la communauté internationale. Le Canada pourrait y retrouver sa stature des années 1960, alors que Lester B. Pearson et votre père, Pierre Elliot Trudeau y jouaient un rôle de premier plan dans le cadre des conflits internationaux de l'époque

Vous me permettrez de rappeler que le Canada de cette époque avait résisté aux pressions de Washington tout comme ce fut le cas pour le Mexique pour qu'ils cessent toute relation avec le gouvernement de Fidel Castro, victorieux de la guerre contre le dictateur Batista. Vous en savez plus que moi sur cette période où votre famille a eu des relations d'amitié avec Fidel. Ce n'était pas sans déplaire à Washington pour qui Batista, était leur homme, et Fidel, leur ennemi. Quoi qu'il en soit, votre père avait reconnu en Fidel un authentique révolutionnaire au service de son peuple.

Cette anecdote prend un sens bien particulier, alors que le 10 janvier dernier, le Canada n'a pas participé à l'assermentation du président Nicolas Maduro, élu pour un second mandat par 68 % de l'électorat, et que le 23 janvier, il a été un des premiers, avec Washington à reconnaître un inconnu député qui s'est autoproclamé Président transitoire du Venezuela. Au diable, la démocratie, les institutions constitutionnelles. Son existence repose essentiellement sur la reconnaissance que Washington et ses Alliés, dont le Canada, lui concèdent.

Si vous me dites que l'élection du 20 mai 2018 n'était pas constitutionnelle je vous répondrai par [ces dix raisons qui confirment sa constitutionnalité et sa légalité](#).

Si vous me dites que le député auto proclamé président transitoire en remplacement de Maduro, actuel président constitutionnel, est tout à fait légitime et constitutionnelle, je vous citerai l'article, de la constitution vénézuélienne qui prévoit les conditions pour qu'une telle substitution puisse être légale et constitutionnelle.

« *l'article 233 de la Constitution du [Venezuela](#), invoqué par Jaun Guaidó, l'autoproclamé Président transitoire, établit que le président de la République est inhabilité en cas de « défaut absolu » : il doit être « mort, avoir démissionné ou avoir été destitué » ou être « incapable physiquement ou mentalement » d'exercer sa charge.* »

Je pense que nous pouvons constater que Nicolas Maduro est toujours vivant, qu'il est en pleine possession de ses moyens physiques, psychologiques et mentaux et que cet état de fait est confirmé par le Tribunal suprême de justice en l'assermentant le 10 janvier dernier.

Monsieur le premier Ministre, je pense que les Canadiens et Canadiennes méritent plus que des réponses évasives ou sans aucun fondement juridique. Le peuple canadien a les yeux ouverts sur le monde et un grand nombre de ces derniers vont au-delà des potins et de l'inévitable désinformation qui prend de plus en plus de place dans notre monde

journalistique.

Je souhaiterais que le Canada retrouve son indépendance et la personnalité internationale à laquelle votre père et Lester B. Pearson s'étaient révélés comme de grands conciliateurs et promoteurs de paix et de justice dans le monde.

Avec tout mon respectes mes meilleurs souhaits pour le Canada

Oscar Fortin

Email : oscar.fortin@gmail.com

Cc Chef de l'opposition

La source originale de cet article est [Humanisme](#)

Copyright © [Oscar Fortin](#), [Humanisme](#), 2019

Articles Par : [Oscar Fortin](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca